

## Education : du neuf pour faire pire !

21-02-2010

Dernière mise à jour : 23-02-2010

### Education : du neuf pour faire pire !

Invariablement, le budget 2010 de l'éducation rime avec suppressions de postes (16000). Luc Chatel, ministre de l'éducation, réforme aussi le lycée et essaye de nous « vendre », en bon publicitaire, un lycée de rêve moins coûteux.

Ce lycée de rêve aurait des classes « fourre tout » que l'on pourrait remplir à 35 élèves. Créons « un tronc commun » en classe de première, pour plusieurs matières et rassemblons dans une même salle différents élèves avec des spécialités et des besoins différents ! Au bout du compte on peut supprimer plusieurs heures dans chaque établissement. Le lycée de rêve de Luc Chatel, c'est un lycée avec moins d'heures de cours. A quoi sert l'histoire pour des scientifiques ? Les maths pour les littéraires ? Rendons tout ça optionnel ! Passons aussi des enseignements de 3h à 1h30 par semaine ! Quel rêve évidemment d'avoir des enseignants qui feraient tout pour le même prix ! Forçons les en développant l'accompagnement personnalisé, le tutorat ; dans lequel on réglerait les problèmes et parlerait d'orientation. Exit les conseillers et d'orientation psychologues ! La réalité de la réforme du lycée se heurte aux besoins réels d'éducation et d'aide dont les jeunes ont besoin. Ce n'est pas en réduisant les heures de cours qu'on apprend plus de choses, et c'est avec du personnel spécialisé devant eux que les jeunes pourront envisager sereinement leur avenir. Aider les jeunes n'est pas la préoccupation du gouvernement. Le socle commun de compétences à acquérir au cours de la scolarité a été mis en place pour limiter l'ambition qu'on peut avoir avec un élève en difficulté, et faire aussi vite que possible un tri. L'école à deux vitesses s'impose encore plus, surtout quand les enseignants de primaire des RASED, formés pour pallier aux difficultés d'un enfant, sont appelés à disparaître. Ce sont les jeunes des milieux les plus défavorisés qui seront les plus touchés par la dégradation du système éducatif. L'apprentissage et la réorientation rapide dès le premier échec sont mis en avant parce que la sélection scolaire sera plus rude, et qu'il faut bien proposer des « voies de garage » pour éviter toute explosion. La réforme du lycée a aussi un aspect plus technique. Le gouvernement avance des pions à même de changer en profondeur la gestion des établissements scolaires et d'aller vers leur autonomie. En un tour de main, le conseil pédagogique qu'on aurait pu croire inoffensif, voire inutile, se révèle une arme redoutable. Désigné par le chef d'établissement qui choisira bien sûr le personnel d'accord avec lui pourra imposer ses « propositions ». Les parents et les professeurs élus ne serviront à rien puisque, s'ils ne sont pas d'accord, le chef d'établissement pourra désormais passer outre. Avec sa « garde rapprochée », il devient le seul maître à bord pour gérer jusqu'à un quart des heures d'enseignement. De quoi rendre rapidement, à hauteur de 25%, chaque lycée autonome et libre de faire ce qu'il veut. Couplée à l'écèlement déjà existant de la carte scolaire, cette autonomie va renforcer la « ghettoïsation » de zones défavorisées. L'autre dossier brûlant de la formation des enseignants, aux conséquences sociales importantes, n'est toujours pas réglé. Un an d'étude de plus pour obtenir le master d'enseignement, c'est aussi attendre un an pour être payé. Combien d'étudiants issus de milieu modeste vont-ils pouvoir faire cet effort ? Surtout sans avoir la garantie d'un emploi stable puisque le master ne donne pas le concours pour être titulaire, et si le gouvernement réduit drastiquement le nombre de places, il aura à sa disposition tout un vivier de professeurs précaires que les diplômés en master alimenteront. Qu'en sera-t-il de la retraite pour cette génération rentrée dans le monde du travail un an plus tard, et qui risque de connaître la précarité pendant de nombreuses années ? En avançant sur la masterisation et la réforme du lycée, le gouvernement continue ses attaques massives envers les jeunes, et surtout envers ceux issus des classes modestes. Une à une les portes des études longues se referment pour eux, privés d'aide en primaire, coincés dans les établissements qui feront ce qu'ils pourront faute de pouvoir concurrencer les établissements plus « huppés », et en dernier recours réorientés au premier échec. Les lycéens déjà en grève avant Noël ne sont pas trompés en remettant au cœur du débat la question des moyens et du nombre d'enseignants. Luc Chatel s'appuie déjà sur les organisations syndicales minoritaires pour passer en force contre le SNES, la CGT et SUD éducation. La grève du 21 janvier et la manifestation du 30 sont des points d'appui mais les changements qu'occasionnent les réformes et les économies d'heures empilées sont trop liés ensemble pour être combattus par le seul second degré. Tout le personnel de l'éducation doit se retrouver et lutter ensemble, aux côtés des lycéens et des étudiants pour imposer une éducation gratuite de qualité pour toutes et tous.

Luc de Chivré L'Égalité n°141, janvier-février 2010